



A propos de pédagogie et de politique

La spécificité et la richesse de Freinet et de l'ICEM à sa suite, ont été de toujours lier choix pédagogiques et engagements social et politique.

Freinet ne séparait jamais les deux dimensions. C'est lui qui disait en 1936 : « *Dans les circonstances présentes s'obstiner à faire de la pédagogie pure serait une erreur et un crime. (...) Nous ne comprendrions pas que les camarades fassent de la pédagogie nouvelle sans se soucier des parties décisives qui se jouent à la porte de l'école ; nous ne comprendrions pas davantage les éducateurs qui se passionnent activement ou plus souvent passivement hélas pour l'action militante et restent dans leur classe de paisibles conservateurs.* »

La « Charte de l'école moderne », un texte de base auquel les membres de l'ICEM et ceux de la FIMEM (Fédération Internationale des Mouvements de l'école Moderne) adhèrent toujours, dit également :

« 2) *Nous sommes opposés à tout endoctrinement.*

Nous ne prétendons pas définir d'avance ce que sera l'enfant que nous éduquons ; nous ne le préparons pas à servir et à continuer le monde d'aujourd'hui mais à construire la société qui garantira au mieux son épanouissement. Nous nous refusons à plier son esprit à un dogme infaillible et préétabli quel qu'il soit. Nous nous appliquons à faire de nos élèves des adultes conscients et responsables qui bâtiront un monde d'où seront proscrits la guerre, le racisme et toutes les formes de discrimination et d'exploitation de l'homme.

3/ *Nous rejetons l'illusion d'une éducation qui se suffirait à elle-même hors des grands courants sociaux et politiques qui la conditionnent.*

L'éducation est un élément mais n'est qu'un élément d'une révolution sociale indispensable. Le contexte social et politique, les conditions de travail et de vie des parents comme des enfants influencent d'une façon décisive la formation des jeunes générations.

Nous devons montrer aux éducateurs, aux parents et à tous les amis de l'école, la nécessité de lutter socialement et politiquement aux côtés des travailleurs pour

que l'enseignement laïc puisse remplir son éminente fonction éducatrice. Dans cet esprit, chacun de nos adhérents agira conformément à ses préférences idéologiques, philosophiques et politiques pour que les exigences de l'éducation s'intègrent dans le vaste effort des hommes à la recherche du bonheur, de la culture et de la paix. »

Réduire la pédagogie Freinet à une sorte de laïcité non engagée est au mieux réducteur au pire mystificateur. Glisser de l'opposition à l'endoctrinement au refus de prendre position, c'est en renier la dimension de transformation sociale.

L'ICEM a, heureusement, su prendre parti à de nombreuses reprises, y compris en prenant position à contre courant s'il le fallait.

Notre mouvement a fait le choix de s'investir dans le Réseau Éducation Sans Frontières qui soutient les jeunes scolarisés sans papiers. C'est cohérent avec nos objectifs : promouvoir les droits des enfants, « *construire la démocratie de demain par la démocratie à l'école* » et faire que tous les enfants aient la parole et participent aux décisions qui les concernent.

À l'heure où refleurissent les discours réactionnaires sur les quotas et où on nous annonce la multiplication des reconduites à la frontière, notre mouvement peut être fier d'être de ceux qui pensent que « *la justice, l'altruisme, la solidarité, le dévouement à une cause commune ne sont pas des mots vides de sens et que certains adultes savent faire ce qu'il faut quand des jeunes sont victimes d'injustice ou plongés dans des situations intolérables* ». Car, « *s'ils sont associés à des combats justes, ces jeunes renoueront avec des traditions de solidarité, de combat collectif qui leur permettront peut-être, leur vie durant, de faire en sorte que le monde dans lequel ils sont appelés à vivre soit ouvert à tous* »¹.

Jean-Marie Fouquier

1 Appel à la régularisation des sans-papiers scolarisés du Réseau Éducation Sans Frontières